

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Mais qu'est-ce qu'attend la gauche pour s'unir et défendre ensemble les 35 h ?

- Politique -

Date de mise en ligne : vendredi 7 janvier 2011

Démocratie & Socialisme

6 Français sur 10 sont contre la fin des 35 h. C'est logique : 75 % des Français veulent aussi la retraite à 60 ans. Les deux réductions du temps de travail vont de pair alors que la politique de Sarkozy a créé 4,672 millions de chômeurs officiels, il est « allé chercher le chômage avec les dents », c'est le record historique depuis 15 ans. Il n'y aura pas de recul du chômage de masse sans réduction de la durée du travail : la question est incontournable et essentielle dans le débat pour la présidentielle de 2012.

La droite se divise sur la meilleure façon d'étouffer la réduction du temps de travail pour mieux « faire travailler plus pour gagner plus - sic » :

- ▶ Manuel Valls a ouvert la boîte aux mauvais coups contre le salariat. C'est un branquignol qui, ne connaissant même pas son sujet, se déclare favorable à allonger la durée du travail de « 2 ou 3 h par semaine », tout en conservant une durée légale du travail. Il ne comprend même pas que le seul résultat de cette manoeuvre est la suppression de la majoration de 25 % appliquée pour la 36e heure, 37e heure, 38e heure supplémentaire. Il est vrai qu'en pratique toute attaque contre les 35 h n'a qu'un seul résultat direct : la baisse des salaires. L'autre résultat indirect, c'est qu'en faisant travailler plus ceux qui ont déjà un boulot, cela ne peut qu'aggraver le chômage de masse !
- ▶ JF Copé est du côté de Hervé Novelli, cet ancien d' « Occident vaincra ». Ils veulent mettre tous les deux bas toute durée légale. C'est à dire mettre fin à un ordre public social pour le remplacer par un désordre contractuel, branche par branche, au gré des desiderata du patronat. Le « contrat » signé au bon vouloir des patrons, l'emporterait sur la loi républicaine abrogée. Plus de 35 h, de 39 h, de 40 h, ce serait à la tête du client, selon qu'on serait dans la métallurgie ou la restauration... 160 ans d'histoire de la réduction du temps de travail depuis la première loi de 1841, seraient effacés. Les journées de 15 h et les semaines de 60 h redeviendraient possibles au détriment de la santé et de l'emploi.
- ▶ Le Medef et Mme Parisot ont mille fois affirmé leur volonté de voir la durée légale disparaître. Mais Mme Parisot veut le beurre sans perdre l'argent du beurre : elle conseille de faire disparaître « la catastrophe des 35 h », mais « doucement », car elle ne veut pas que les patrons perdent la poule aux oeufs d'or, ces subventions de plusieurs dizaines de milliards (22 milliards en 2009 + 4 milliards loi TEPA) que les employeurs et actionnaires extorquent à l'état depuis dix ans, prétendument, pour « compenser » les 35 h. Le but est d'allonger la durée du travail, sans perdre les exonérations de cotisations sociales accordées pour celle-ci ! Alors que les heures supplémentaires, déclarées ou dissimulées, ont déjà été augmentées massivement, alors que la durée réelle du travail est sans doute entre 41 h et 42 h par semaine, les patrons, ces assistés, pilleurs de subventions, continuent à toucher des milliards... eux-mêmes tirés des impôts des salariés...
- ▶ Sarkozy esquive : « Les 35 heures de Martine Aubry, uniformes et rigides, ont disparu, [...] 5,3 millions de salariés ont bénéficié des réductions de charge sur les heures supplémentaires en 2010 ». Il affirme, contre toute évidence, que les 35 h « uniformes » et « obligatoires » n'existent plus mais qu'elles ne sont « pas un tabou ». Ça lui est commode pour semer le trouble : car les 35 h c'est justement une durée légale qui est uniforme, égale, la même pour toutes et tous, dans 100 % des entreprises, pour 100 % des employeurs et salariés. Mais elles ne sont « obligatoires » que comme durée de référence, pas comme durée réelle évidemment. C'est seuil unique de déclenchement des heures supplémentaires, qui sert de base pour le calcul des salaires mensualisés, par exemple du Smic à 151 h 66. Mais Sarkozy, en année électorale, ajoute, prudent et fourbe, qu'il ne veut pas qu'une nouvelle remise en cause des 35 aboutisse à ce que les salaires baissent... Il sait, lui, ce que Valls ignore, c'est que la fixation d'une nouvelle durée légale à 37 h ou 38 h se traduit par une baisse des salaires... Et il prétend dans le même discours (voeux du 5 janvier 2011) ne pas mettre en cause « la compétitivité des entreprises » c'est à dire cesser de les subventionner ...

- ▶ JF Copé lui, en fait une question d'orientation, de principe : il propose que la future campagne électorale présidentielle ait pour base l'annonce de la suppression des 35 h comme durée légale : travailler plus, subventionner moins, gagner moins... Selon le stupide principe qui a toujours été démenti, « c'est le travail qui crée le travail » Copé, veut idéologiquement battre les socialistes et leur faire avaler leur chapeau, les acculer à renoncer à toute idée de réduction du temps de travail. Il pense qu'il y a là, une faille, grande comme la faille de Saint Andréa. S'il conforte le « travailler plus pour gagner plus », Sarkozy sera idéalement offensif en 2012 et le candidat de la gauche, quel qu'il soit, sera en permanence sur la défensive. Sarkozy touille déjà le plat en jubilant : « Je suis heureux que les conséquences défavorables des 35 h soient aujourd'hui reconnues au sein de toutes les grandes familles politiques »

Assez de silence, d'hésitation à gauche, il faut trancher !

En face de cela, la gauche et son candidat, surtout celui qui sera le mieux placé pour le deuxième tour, ne peuvent esquiver la question. Sous peine d'arriver en « demi sarkozyste », sous peine de choquer, décevoir, démobiliser l'électorat de gauche, c'est à dire l'écrasante majorité du salariat, sous peine de semer le doute, la gauche doit impérativement confirmer, argumenter clairement pour la réduction du temps de travail.

Il faut prendre position, il y a 5 millions de chômeurs ! Jamais, même « un retour de la croissance » ne suffira à faire reculer ce chômage de masse. Le seul moyen de redistribuer les richesses c'est de partager les gains de productivité, de réduire les durées réelles du travail pour forcer employeurs et actionnaires à embaucher plus pour produire plus.

Le bon slogan en face du « travailler plus pour gagner plus » c'est « Il faut travailler mieux, moins, tous ET gagner plus ».

Il faut trancher, tranchons !

Car le silence est insupportable, l'embarras se sent. Le dessin en « une » du Canard enchaîné de cette semaine est terriblement efficace : Benoit Hamon appelle Valls à « rentrer dans le droit chemin » et Valls lui répond : « - Mais où il est, le droit chemin ? »

Combien de fois y a t il référence dans les textes du PS, adoptés dans les quatre conventions de 2010, aux 35 h ? Zéro fois, sauf erreur.

Pourtant il ne peut y avoir « d'égalité réelle » sans recul du chômage de masse et, donc, sans réduction forte, encadrée, « verrouillée » du temps de travail. Ceci étant valable sur la semaine, sur l'année, et sur la vie : car nul ne peut comprendre que le nombre d'annuités de cotisations pour la retraite soit porté à 41,5 alors qu'il y a 5 millions de chômeurs. Cela reviendrait à annuler sur la vie la réduction de temps de travail effectif sur la semaine.

Il faut s'orienter vers l'encadrement intelligent des 35 h hebdomadaires :

- ▶ Abaisser la durée maxima du travail de 48 h à 44 h.
- ▶ Rendre les heures supp' plus coûteuses que l'embauche en les majorant à 50 % dès la première heure
- ▶ Abaisser le contingent annuel et en revenir à une limite de 130 h
- ▶ Imposer deux jours de repos consécutifs incluant le dimanche

Mais qu'est-ce qu'attend la gauche pour s'unir et défendre ensemble les 35 h ?

- ▶ Soumettre les heures supp' à un « avis conforme » des IRP (CE ou DP, CHSCT)
- ▶ Rétablir un système de contrôle fiable et transparent des horaires réels, avec contrôle renforcé et sanctions par l'inspection du travail.